

<p>DÉPARTEMENT DU TARN ARRONDISSEMENT DE CASTRES</p>  <p>Parc Georges Spénale 81 370 SAINT-SULPICE-LA-POINTE Tél : 05.63.40.22.00 Email : mairie@ville-saint-sulpice-81.fr</p>	<p>EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL</p> <p>Séance du 16 décembre 2025</p> <p>Délibération n° DL-251216-135B</p> <p>Objet :</p> <p>Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées au titre de la compétence « construction, aménagement, réhabilitation et gestion des équipements aquatiques » pour le transfert de la piscine située sur la Commune de Saint-Sulpice-la-Pointe à compter du 1^{er} septembre 2025</p>
<p>Date de la convocation : 10 décembre 2025</p> <p>Conseillers en exercice : 29 Présents : 19 Procurations : 8</p> <p>Votants : 27</p> <p>Vote à l'unanimité</p>	<p>L'an deux mille vingt-cinq, le seize décembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de Saint-Sulpice-la-Pointe, légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de M. Raphaël BERNARDIN, Maire.</p> <p>Présents : M. Raphaël BERNARDIN, Maire – Mme Hanane MAALLEM, M. Laurent SAADI, Mme Nathalie MARCHAND, Mme Laurence BLANC et M. Stéphane BERGONNIER, Adjoints - Mmes Bernadette MARC, Marie-Claude DRABEK et Andrée GINOUX, MM. Benoît ALBAGNAC et Cédric PALLUEL, Mmes Emmanuelle CARBONNE et Muriel PHILIPPE, MM. Christian RIGAL et Alain OURLIAC, Mmes Laurence SENEGAS et Nadia OULD AMER et MM. Julien LASSALLE et Stéphane FILLION.</p> <p>Excusés : M. Maxime COUPEY (procuration à Mme Muriel PHILIPPE), M. Bernard CAPUS (procuration à M. Stéphane BERGONNIER), M. Nicolas BÉLY (procuration à Mme Nadia OULD AMER), M. Jean-Pierre CABARET (procuration à M. Alain OURLIAC), M. Christian JOUVE (procuration à M. Cédric PALLUEL), M. Jean-Philippe FÉLIGETTI (Pouvoir à Mme Nathalie MARCHAND), Mme Isabelle MANTEAU (procuration à M. Stéphane FILLION) et M. Maxime LACOSTE (procuration à M. Julien LASSALLE).</p> <p>Absents : Mme Valérie BEAUD et M. Sébastien BROS.</p> <p>Secrétaire de séance : Mme Bernadette MARC.</p>

A la demande de M. le Maire, Mme Laurence SENEGAS, Conseillère municipale déléguée, informe l'Assemblée que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) a émis un rapport en date du 20 novembre 2025 au titre de la compétence « construction, aménagement, réhabilitation et gestion des équipements aquatiques », pour le transfert de la piscine située sur la Commune de Saint-Sulpice-la-Pointe à compter du 1^{er} septembre 2025.

Les attributions de compensation des communes fixées pour 2026 sont présentées comme suit :

COMMUNES	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES NEGATIVES 2023	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES POSITIVES 2023	EVALUATION TRANSFERT DE CHARGES DE LA PISCINE A SAINT-SULPICE-LA-POINTE BASSIN EXTERIEUR	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES NEGATIVES 2026	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES POSITIVES 2026	A VENIR EVALUATION TRANSFERT DE CHARGES DE LA PISCINE A SAINT-SULPICE-LA-POINTE BASSINS INTERIEUR ET EXTERIEUR
AMBRES		12 834 €			12 834 €	
AZAS	2 642 €			2 642 €		
BANNIERES		20 166 €			20 166 €	
BELCASTEL		2 261 €			2 261 €	
GARRIGUES	9 621 €			9 621 €		
LABASTIDE-ST-GEORGES		3 520 €			3 520 €	
LACOGOTTE-CADOUL		17 072 €			17 072 €	
LAVAU		933 915 €			933 915 €	
LUGAN	3 687 €			3 687 €		
MARZENS		67 626 €			67 626 €	
MASSAC SERRAN		27 593 €			27 593 €	
MONTCABRIER		21 730 €			21 730 €	
ROQUEVIDAL	1 990 €			1 990 €		
SAINT-AGNAN		4 969 €			4 969 €	
SAINT-JEAN-DE-RIVES	5 018 €			5 018 €		
SAINT-LIEUX-LES-LAVAU	18 172 €			18 172 €		
SAINT-SULPICE-LA-POINTE		1 271 108 €	69 925 €		1 201 183 €	220 820 €
TEULAT	7 941 €			7 941 €		
VEILHES		14 719 €			14 719 €	
VILLENEUVE-LES-LAVAU		20 726 €			20 726 €	
VIVIERS-LES-LAVAU		22 142 €			22 142 €	
TOTAUX	49 071 €	2 440 381 €	69 925 €	49 071 €	2 370 456 €	220 820 €

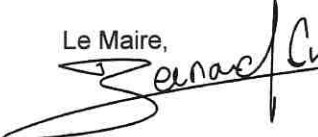
Le Conseil Municipal ainsi informé et après en avoir délibéré,

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu le Code Général des Impôts et son article 1609 nonies C- IV ;
- Vu le rapport de la CLECT précité en date du 20 novembre 2025 qui lui a été remis ;
- Vu l'avis de la commission municipale « Administration Générale / Prévention Sécurité » du 8 décembre 2025 et ayant entendu l'exposé de son rapporteur ;
- Considérant le transfert de la piscine située sur la Commune de Saint-Sulpice-la-Pointe depuis le 1^{er} septembre 2025 ;

DÉCIDE

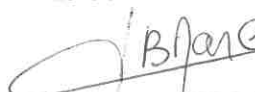
- D'approuver tel qu'il a été présenté en annexe, le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Communauté de communes TARN-AGOUT (CCTA) du 20 novembre 2025 l'évaluation des charges transférées par la Commune de Saint-Sulpice-la-Pointe à la CCTA au 1^{er} septembre 2025 au titre de la compétence « construction, aménagement, réhabilitation et gestion des équipements aquatiques » pour le transfert de la piscine municipale.
- D'approuver les modifications des attributions de compensation des communes fixées pour 2026 telles que présentées.
- De charger M. le Maire de notifier la présente délibération à M. le Président de la CCTA.
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer toute pièce et effectuer toute démarche nécessaire à l'accomplissement de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour mois et an que dessus
 Pour extrait conforme

Le Maire,

 Raphaël BERNARDIN



La Secrétaire de séance,


 Bernadette MARC



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
 Cette saisine pourra s'effectuer, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>.

COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DE CHARGES TRANSFEREES

COMPTE-RENDU REUNION DU 20 NOVEMBRE 2025 – 18H30

M. PORTES, Président de la Communauté de Communes TARN-AGOUT, ouvre la séance et procède à l'appel :

COMMUNES	DELEGUES	PRESENT	ABSENT/EXCUSE
AMBRES	Bénédicte PORTAL		X (pouvoir à M. JOULIÉ)
AZAS	Laurent LACOURT		X
BANNIERES	Gérard PORTES	X	
BELCASTEL	Christophe ESPARBIÉ		X
GARRIGUES	Pierre COMOY	X	
LABASTIDE ST-GEORGES	Emmanuel JOULIÉ Véronique CATHALA-AMIRAULT Jean-Claude RIGAL	X X X	
LACOUGOTTE CADOUL	Gérard REX	X	
LAVAUUR	Bernard CARAYON Chantal GUIDEZ Jean-Marie VIDAL Isabelle BALAT Philippe VANTAUX Marie-Claire MARIGNOL Bernard LAMOTTE Marie-Christine IMBERT William RENAULT Frédéric RÉMY Justin LARUE Isabelle LESPINARD Michel BONHOMME Emmanuel DAVID Pauline ALBOUY POMPONE Sarah DEFAIS	X X X X X X X X X X	X (pouvoir à M. BONHOMME) X X (pouvoir à Mme GUIDEZ) X X X (pouvoir à Mme RÉMY) X
LUGAN	Xavier CREMOUX	X	
MARZENS	Didier JEANJEAN	X	
MASSAC SERAN	Viviane BONHOMME	X	
MONTCABRIER	Didier BELAVAL	X	
ROQUEVIDAL	Jean-Marie JOULIA	X	

		Envoyé en préfecture le 13/02/2026	
		Reçu en préfecture le 13/02/2026	
		Publié le 13/02/2026	
		ID : 081-218102713-20251216-DL251216135B-DE	
ST-AGNAN	Brigitte AUBERT	X	
ST-JEAN-DE-RIVES	Jean SENDRA		X
ST-LIEUX-LES-LAVAU	Gilles CORMIGNON	X	
ST-SULPICE-LA-POINTE	Raphael BERNARDIN	X	X (pouvoir à Mme MARCHAND)
	Nathalie MARCHAND	X	
	Bernard CAPUS	X	
	Nadia OULD AMER		
	Christian JOUVE	X	
	Laurence BLANC	X	
	Laurent SAADI		
	Andrée GINOUX	X	
	Maxime COUPEY		
	Laurence SÉNÉGAS	X	
	Jean-Pierre CABARET		
	Julien LASSALLE		
	Maxime LACOSTE	X	
TEULAT	Sabine MOUSSON		X
VEILHES	Benoît CATALA	X	
VILLENEUVE LES LAVAU	Alain CAZENAVE		X (pouvoir à M. BELAVAL)
VIVIERS-LES-LAVAU	Jean-Paul ROCACHÉ	X	

M. PORTES rappelle l'ordre du jour, soit l'évaluation des charges transférées au titre de la compétence « construction, aménagement, réhabilitation et gestion des équipements aquatiques » pour le transfert de la piscine située sur la Commune de Saint-Sulpice-la-Pointe à compter du 1er septembre 2025.

M. JOULIE, Président de la CLECT, précise que le transfert de compétence concerne la piscine municipale de Saint-Sulpice-la-Pointe, composée d'un bassin intérieur et d'un bassin extérieur. La méthode choisie par le groupe de travail est la même que celle utilisée lors de l'évaluation du transfert de charges de la piscine municipale de Lavaur. La seule différence provient du fait qu'il s'agit d'une réhabilitation de l'existant et, par conséquent, l'équipement est transféré à la CCTA.

Deux natures de coûts sont donc distinguées :

1. Les charges de fonctionnement non liées à un équipement :

Elles s'apprécient par rapport à leur coût réel dans les comptes administratifs précédant le transfert. Le coût net est obtenu en retranchant, le cas échéant, le montant des ressources transférées affectées à ces charges. Afin d'obtenir un coût représentatif, il est procédé au calcul de la moyenne arithmétique des charges nettes (dépenses – recettes) sur les trois derniers exercices connus, soit 2022, 2023 et 2024. À ce coût direct s'ajoutent les charges des services supports de la Commune concourant au fonctionnement de la piscine.

2. Les charges de fonctionnement liées à un équipement :

Elles sont calculées sur la base d'un coût moyen annualisé de l'ensemble des dépenses afférentes au bien. Ce coût intègre :

- Son coût de réalisation, montant inscrit dans le patrimoine de la commune au moment du transfert,
- Les dépenses d'entretien.

L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année, soit 50 ans dans ce cas précis.

M. JOULIE informe l'assemblée que le coût de l'évaluation du transfert de charges de la piscine a été validé par les services de la Commune de Saint-Sulpice-la-Pointe.

Il précise également que l'ensemble de l'équipement est transféré à la CCTA, mais que seul le bassin extérieur sera exploité dans un premier temps.

Il rappelle que le principe de neutralité budgétaire s'applique la première année pour la Commune et l'EPCI. En pratique, le montant des charges transférées doit être compensé par une attribution de compensation versée par l'EPCI à la Commune ou inversement.

Par conséquent, un calcul intermédiaire a été réalisé en intégrant uniquement les dépenses liées à la gestion du bassin extérieur. Les dépenses nettes constatées en 2025 ont été retenues, ainsi que le montant des charges indirectes, proratisé en fonction du nombre de jours d'ouverture de la piscine.

Ci-dessous le résultat pour la Commune de Saint-Sulpice-la-Pointe :

- Fonctionnement uniquement du bassin extérieur : 69 925,00 €
- Fonctionnement du bassin extérieur et intérieur : 220 820,00 €

M. JOULIE sollicite l'accord des membres de la CLECT sur l'évaluation des charges transférées telle qu'elle est présentée dans le document de travail.

Contre : 0

Abstention : 0

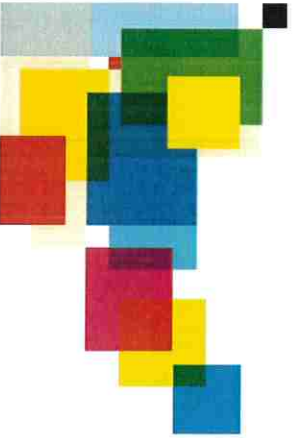
Pour : 42 (dont 10 pouvoirs)

M. JOULIE rappelle que le rapport de la CLECT sera soumis à délibération des 21 Conseils Municipaux. Il est demandé aux maires de réunir les conseils municipaux le plus rapidement possible pour approbation du rapport de la CLECT.

RAPPORT DEFINITIF

EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES au 1^{er} septembre 2025 : compétence « construction, aménagement, réhabilitation et gestion des équipements aquatiques » *

* (équipement aquatique de Saint-Sulpice-la-Pointe existant ouverture en 2025 par la commune
uniquement en période estivale)



TARN-AGOUT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Vu pour être annexé à la délibération
n°DL-251216-135 du 16/12/2025
Saint-Sulpice-la-Pointe, le 16/12/2025
Le Maire,
Raphaël BERNARDIN

PRESENTE EN CLECT LE 20 Novembre 2025

Révisation : service Finances



SOMMAIRE

1. Le cadre juridique	page 3 et 4
2. Les principes d'évaluation des transferts de charges	
a. Les dépenses de fonctionnement	page 5
b. Les dépenses d'investissement	page 6
3. Piscine à Saint-Sulpice-la-Pointe- Méthodologie	page 8 à 11
4. Evaluation des charges transférées	page 12 et 13
5. Attributions de compensation 2026	page 14

DOCUMENT DE TRAVAIL CLECT

1. LE CADRE JURIDIQUE

La Commission Locale d'Évaluation Charges Transférées (CLECT) est une commission obligatoire et permanente au sein des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) appliquant le régime de la fiscalité Professionnelle Unique (FPU).

Son fonctionnement et ses missions sont définis à *l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.*

DOCUMENT DE TRAVAIL CLECT

Rôle de la CLECT

Elle a pour mission de déterminer le coût net (dépenses diminuées des recettes) des charges transférées par les Communes à la CCTA lors des transferts de compétences précédemment exercées par les Communes.

Elle établit un rapport d'évaluation précisant les montants à imputer sur les attributions de compensation (AC) des communes membres.

Ce rapport est soumis pour approbation aux conseils municipaux, qui doivent délibérer à la majorité qualifiée des communes.

Sur cette base, le conseil communautaire délibère ensuite pour ajuster les AC des communes concernées.

DOCUMENT DE TRAVAIL CLECT

2- PRINCIPES D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES

a) Les dépenses de fonctionnement

les charges et les recettes, non liées à un équipement qui sont évaluées :

- D'après « leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédent le transfert de compétence »

Ou

- D'après « leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédents ce transfert » **(dans ce cas, la période de référence est déterminée par la CLECT)**

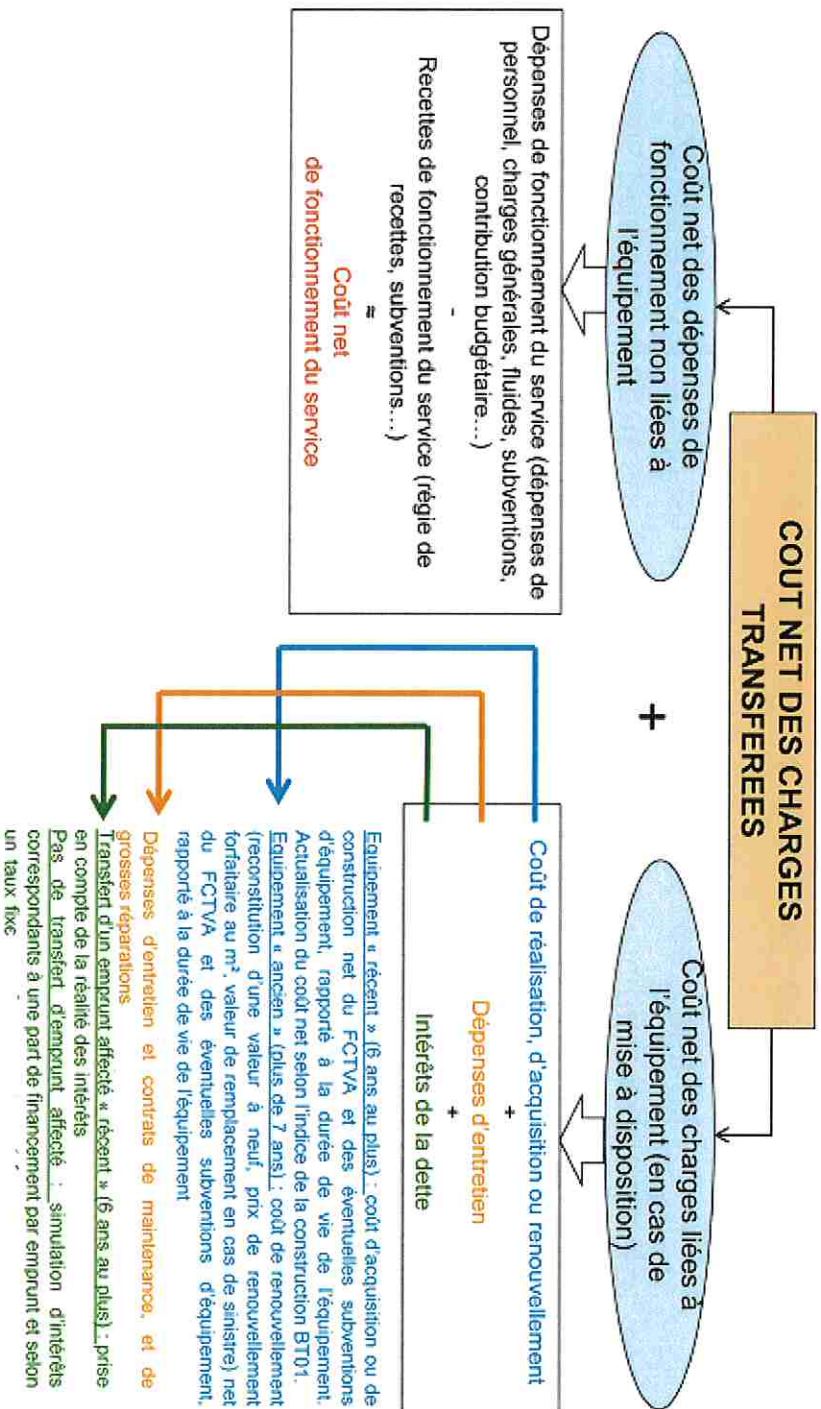
DOCUMENT DE TRAVAIL DE CLECT

b) Les dépenses d'investissement

Les dépenses relatives aux équipements transférés sont évaluées sur la base d'un coût moyen annualisé.
ce coût comprend :

- Le coût de réalisation, d'acquisition ou de renouvellement de l'équipement
- Les charges financières et les dépenses d'entretien associées
- L'ensemble de ces dépenses est ramené à une moyenne annuelle sur la durée normale d'utilisation de l'équipement.
Pour estimer cette durée, il est fait référence aux durées d'amortissement, telles que fixées par les instructions budgétaires et comptables M57

DOCUMENT DE TRAVAIL DE CLECT



DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CLECT

3 - PISCINE A SAINT-SULPICE-LA-POINTE - METODOLOGIE

Le contexte

Dans le cadre de sa compétence en matière de « construction, aménagement et gestion de nouveaux équipements aquatiques », la CCTA avait engagé des études pour la rénovation complète de la piscine de Saint-Sulpice-la-Pointe. *Cependant, en janvier 2025, la municipalité de St-Sulpice-la-Pointe a décidé de fermer définitivement la piscine.*

Afin d'assurer le maintien d'une offre aquatique durant les étés, le projet initial à été revu : les travaux porteront désormais prioritairement sur le bassin extérieur, principal attrait du site, avec pour objectif de permettre son exploitation estivale en dehors des périodes de travaux.

En conséquence, il a été nécessaire de modifier l'intitulé de la compétence à compter du **1^{er} septembre 2025** comme suit : « construction, aménagement, réhabilitation et gestion des équipements aquatiques ».

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CLECT

Le transfert de compétence entraîne automatiquement un transfert de la Commune de St-Sulpice-la-Pointe à la CCTA des droits et obligations, contrats et engagements en cours.

Sous la pression des habitants, la Commune a maintenu l'ouverture estivale 2025 de la piscine, en sollicitant un financement exceptionnel de la CCTA pour permettre cette exploitation.

A compter des prochaines saisons estivales, seul le bassin extérieur restera en activité, le temps de la préparation et de la réalisation des travaux de réhabilitation du site.

La méthodologie

Le transfert de compétence concerne la piscine municipale de Saint-Sulpice-la-Pointe, composée d'un bassin intérieur et d'un bassin extérieur.

Les données recueillies auprès de la Commune portent sur :

- Les grands livres 2022, 2023 et 2024 (dépenses et en recettes)
- Les contrats et conventions relatifs à l'équipement
- Le coût des services transversaux (administration, finances, RH, techniques...)

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CLECT

En ce qui concerne les dépenses non liées à l'équipement :

Détermination du coût moyen annuel (coût direct)

Afin d'obtenir un coût représentatif, il est procédé au calcul de la moyenne arithmétique des charges nettes (dépenses-recettes) sur les trois derniers exercices connus, soit 2022, 2023 et 2024.

- ## Intégration des charges indirectes

Au coût direct calculé s'ajoutent les charges indirectes correspondant aux services supports de la Commune (administration générale, finances, ressources humaines, services techniques, etc.) qui concourent au fonctionnement de la piscine, sans lui être directement imputés.

Vu pour être annexé à la délibération
n°DL-251216-135 du 16/12/2025
Le Maire,
Raëli BERNARDIN



DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CLECT

➤ *En ce qui concerne les dépenses liées à l'équipement*

- les dépenses liées à des équipements mis à disposition sont évaluées :
 - ✓ Sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou son coût de renouvellement
 - ✓ Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien
 - ✓ L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année. Pour évaluer la durée de vie moyenne, il peut être fait référence aux durées d'amortissement en usage qui sont fixées à titre indicatif par l'instruction budgétaire et comptable M57

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CLECT

4 - EVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES

- Bassin extérieur : Les dépenses nettes constatées en 2025, ainsi que le montant des charges indirectes, proratisé en fonction du nombre de jours d'ouverture de la piscine, ont servi de base au **calcul des charges transférées à la CCTA pour l'exercice 2026 soit 69.925 € et pour les exercices suivants, jusqu'à la réouverture du bassin intérieur.**
- Réouverture du bassin intérieur : les charges transférées à la CCTA s'élèveront à 220.820 € dès que les deux bassins seront en fonctionnement sur un exercice.

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CLECT

➤ Fonctionnement du bassin extérieur

Dépenses non liées à l'équipement					
Charges			Recettes		Charges transférées
Charges à caractère général	Charges du personnel	Charges indirectes	Produits des services	Recettes moins les dépenses	
53 128,00 €	32 902,00 €	985,00 €	17 090,00 €	69 925,00 €	69 925,00 €

➤ Réouverture du bassin intérieur (dont fonctionnement bassin extérieur)

Dépenses non liées à l'équipement (charges nettes moyennées sur 3 ans)					Dépenses liées à un équipement					Charges transférées
Charges			Recettes		Charges			Durée d'amortissement	Coût moyen annuel	
Charges à caractère général	Charges du personnel	Charges indirectes	Produits des services	Recettes moins les dépenses	Coût de réalisation de l'équipement	Charges d'entretien				
129 141,00 €	80 472,00 €	3 682,96 €	21 451,00 €	191 844,96 €	1 445 611,00 €	3 130,00 €	50	28 975,00 €	220 820,00 €	

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CLECT

5- ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2026

COMMUNES	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES NEGATIVES 2023	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES POSITIVES 2023	EVALUATION TRANSFERT DE CHARGES DE LA PISCINE A SAINT-SULPICE-LA-POINTE BASSIN EXTERIEUR	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES NEGATIVES 2026	ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES POSITIVES 2026	A VENIR
						EVALUATION TRANSFERT DE CHARGES DE LA PISCINE A SAINT-SULPICE-LA-POINTE BASSINS INTERIEUR ET EXTERIEUR
AMBRES		12 834 €			12 834 €	
AZAS	2 642 €			2 642 €		
BANNIERES		20 166 €			20 166 €	
BELCASTEL		2 261 €			2 261 €	
GARRIGUES	9 621 €			9 621 €		
LABASTIDE-ST-GEORGES		3 520 €			3 520 €	
LACOUOTTE-CADOU		17 072 €			17 072 €	
LAVOUR		933 915 €			933 915 €	
LUGAN	3 687 €			3 687 €		
MARZENS		67 626 €			67 626 €	
MASSAC SERRAN		27 593 €			27 593 €	
MONTCABRIER		21 730 €			21 730 €	
ROQUEVIDAL	1 990 €			1 990 €		
SAINT-AGNAN		4 969 €			4 969 €	
SAINT-JEAN-DE-RIVES	5 018 €			5 018 €		
SAINT-LIEUX-LAVOUR	18 172 €			18 172 €		
SAINT-SULPICE-LA-POINTE		1 271 108 €	69 925 €		1 201 183 €	220 820 €
TEULAT	7 941 €			7 941 €		
VELLHES		14 719 €			14 719 €	
VILLENEUVE-LAVOUR		20 726 €			20 726 €	
VIVIER-S-LAVOUR		22 142 €			22 142 €	
TOTAUX	49 071 €	2 440 381 €	69 925 €	49 071 €	2 370 456 €	220 820 €



Espace Ressources
Rond Point de Gabor
81370 SAINT-SULPICE-LA-POINTE
Tél. 05 63 41 89 12
www.cc-tarnagout.fr

